



Auteur : Didier Reuter
www.bookiner.com

Usage libre de droits (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

Emploi / Recrutement

Multisalariat

Sommaire

. Le multisalariat où comment cumuler plusieurs emplois ?

MULTISALARIAT

LE MULTISALARIAT OÙ COMMENT CUMULER PLUSIEURS EMPLOIS ?

En principe, rien n'interdit à un salarié de se mettre au service de plusieurs employeurs, sauf si son contrat contient une clause d'exclusivité.

Plusieurs conditions doivent toutefois être réunies :

- **Non cumul d'un emploi public et d'un emploi privé**

L'article L.324-1 du Code du travail interdit de cumuler un emploi public et un emploi privé rémunéré. Aucun fonctionnaire ne peut donc être embauché ne serait-ce que quelques heures par mois, hormis certaines exceptions concernant les travaux scientifiques, littéraires et artistiques ou des interventions dans l'enseignement.

- **Cumul d'emplois privés**

L'article L.324-2 du Code du travail donne la possibilité à un salarié du secteur privé de cumuler plusieurs emplois à la condition expresse, que la durée totale de travail ne dépasse pas la durée maximale relevant de la profession exercée ou, à défaut, la durée maximale fixée par le Code du travail. En l'absence de règles spécifiques, il est pris comme référence la durée maximale fixée par l'article L.212-7 du Code de travail, soit 48 heures au cours d'une semaine et 44 heures sur une période de 12 semaines consécutives. Tout salarié a l'obligation de fournir les informations nécessaires sur sa situation à chaque employeur. Tout dépassement dissimulé envers l'un de ses employeurs peut justifier un licenciement pour faute grave.

- **Obligation de fidélité**

Même sans la mention d'une clause dans le contrat de travail, tout salarié a l'interdiction de travailler pour un autre employeur directement concurrent du premier. Les juges sont en général très sévères sur le manquement à l'obligation de fidélité vis à vis de l'employeur.

- **Cumul et retraite**

Tout salarié qui souhaite bénéficier d'une pension de retraite de la Sécurité sociale doit s'engager à rompre définitivement tout lien professionnel avec son dernier employeur. Cette interdiction ne vise que le salarié et non le retraité qui peut travailler pour une autre entreprise. La reprise d'une activité réduite est tolérée par les régimes Arcco et Agirc (caisses de retraite complémentaire), à condition que le total du salaire, des pensions et de allocations perçues par le retraité ne dépasse pas le dernier salaire alloué en fin de carrière.